



CHAPITRE 132

Loi concernant le droit d'expropriation
par Québec-Téléphone et La Compagnie
de Téléphone du Golfe Saint-Laurent
Limitée

[Sanctionnée le 10 février 1955]

Préam-
bule.

ATTENDU que La Corporation de Téléphone de Québec, La Compagnie de Téléphone du Golfe Saint-Laurent Limitée, toutes deux constituées en corporations par lettres patentes, sous la première partie de la Loi des compagnies de Québec ont, par leur pétition, représenté qu'elles n'ont pas par leur constitution ou de par la loi le droit d'acquérir au besoin par expropriation les terrains, droits de passage ou servitudes nécessaires à l'extension de leurs services au bénéfice du public de cette province et qu'elles désirent obtenir des pouvoirs additionnels à ces fins;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Droit
d'acquê-
rir.

1. La Corporation de Téléphone de Québec, dont le nom corporatif sera à l'avenir: Québec-Téléphone et La Compagnie de Téléphone du Golfe Saint-Laurent Limitée peuvent respectivement acquérir, de gré à gré ou par expropriation, les terrains, droits de passage ou servitudes dans les comtés où par leur constitution respective ils ont droit de faire affaires dans la province, dont elles ont besoin pour construire, étendre et entretenir leurs tours, poteaux, conduits, fils et leurs accessoires

CHAPTER 132

An Act respecting the right of expropriation by Québec-Téléphone and La Compagnie de Téléphone du Golfe Saint-Laurent Limitée

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Preamble.

WHEREAS La Corporation de Téléphone de Québec, La Compagnie de Téléphone du Golfe Saint-Laurent Limitée, both incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, have, by their petition, represented that they do not possess under their charters or by law the right to acquire at need, by expropriation the lands, rights of way or servitudes necessary for the extension of their services for the benefit of the people of the province, and they wish to obtain additional powers for such purposes;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Right to
acquire.

1. La Corporation de Téléphone de Québec, the corporate name of which shall be in the future: Québec-Téléphone and La Compagnie de Téléphone du Golfe Saint-Laurent Limitée may respectively acquire, by agreement or expropriation, in those counties in the Province in which they are authorized by their respective charters to do business, such lands, rights of way or servitudes as they require in order to erect, extend and maintain their towers, poles, conduits,

pour les fins de transmission du téléphone télégraphe, radio-téléphone et télévision.

wires and the accessories thereof for telephone, telegraph, radio-telephone and television transmission purposes.

Dispositions applicables.

2. Lorsque l'acquisition a lieu par voie d'expropriation, celle-ci est soumise aux dispositions des articles 1066*a* à 1066*t* du Code de procédure civile, sous réserve des dispositions qui suivent.

2. When acquisition takes place by expropriation, such expropriation shall be subject to the provisions of articles 1066*a* to 1066*t* of the Code of Civil Procedure, saving the following provisions. Provisions to apply.

Autorisation.

3. Aucune telle expropriation ne peut avoir lieu sans avoir été préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3. No such expropriation shall take place unless previously authorized by the Lieutenant-Governor in Council. Authorization.

Requête.

La demande d'approbation est faite par requête adressée au ministère des travaux publics, exposant les motifs de l'expropriation et accompagnée d'un plan et d'une description de l'immeuble ou de la partie d'immeuble dont l'expropriation est projetée.

The application for approval shall be made by petition addressed to the Department of Public Works, stating the reasons for expropriation and accompanied by a plan and a description of the immovable or portion of an immovable which it is proposed to expropriate. Petition.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.